

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 ALBI CEDEX 09

Albi, le 06/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**SNAM**  
Avenue Jean Jaurès  
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2024-62

Code AIOT : 0006802477

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement SNAM implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez.

-

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802477      Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

La SNAM exerce actuellement une activité de traitement de déchets industriels et de fonderie de 2ème fusion, soumise à autorisation. L'origine de son activité est liée au traitement des accumulateurs usagés de technologie NiCd (Nickel-Cadmium) en vue de l'extraction du cadmium. Le site a été autorisé à exploiter sous le nom de la SAVAM en juillet 1988. En 1992, la SAVAM devient Société Nouvelle d'Affinage des Métaux (SNAM).

La société développe ses activités et plusieurs actes administratifs sont pris pour encadrer ses activités: 24 juillet 1997, 25 juillet 2000, 1er août 2005, 17 juin 2013 et 4 février 2014.

Suite au dépôt d'un dossier de demande d'autorisation en novembre 2012, la société est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 28 mai 2015 des installations de production de cadmium-nickel à partir de déchets intégrant :

- la thermolyse des accumulateurs dans des fours chauffés à 500°C ;
- la distillation et le raffinage du cadmium permettant l'obtention de lingots de cadmium métal de pureté 99,99%.

Cet arrêté classe le site sous le statut Seveso seuil haut. Suite à une modification de la nomenclature des ICPE engendrée par la parution de la directive Seveso III, le site bascule sous le statut de Seveso seuil bas suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2016.

En 2018, le site développe deux nouvelles lignes d'hydrométallurgie permettant :

- sur la ligne Hydrozinc, de régénérer des bains usés d'acide de dézingage et des bains usés de fluxage, bains de préparation dans lesquels sont plongées des pièces en acier avant l'opération de galvanisation. Ces bains proviennent de sites industriels spécialisés dans la galvanisation à chaud au trempé;
- sur la ligne Hydrobat, d'extraire du cobalt, du nickel et du manganèse pur à 95% à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamissage des piles /batteries au Li-ion.

Suite au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale en juin 2021, le site bascule à nouveau sous le statut Seveso seuil haut suite à l'augmentation des capacités de stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique. Le site est désormais régi par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2023

Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250, 3420, 3510 et 3550 de la nomenclature des ICPE.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution
- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 novembre 2023
- État des matières stockées et organisation des stockages

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

conformer à la prescription);

- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante pourra faire l'objet d'une proposition de sanctions administratives et pénales :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
8	Conduit E — Hydrométallurgie	AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 2°	Demande d'action corrective	6 Mois
5	Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 3°	Demande d'action corrective	6 Mois
7	Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 5°	Demande d'action corrective	6 Mois
8	Conduit E — Hydrométallurgie	AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Etat des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Etat des matières stockées-dispositions spécifique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2	Demande d'action corrective	1 Mois
12	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 11/12/2023, article 5.1.3	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 3.5.1	
2	Transmission des résultats d'analyses	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 3.6	
3	Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 1°	
6	Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 4°	
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'inspection a relevé :

- 5 non conformités pour lesquelles des actions correctives sont attendues afin de s'assurer de la conformité des installations;
- 1 non conformité pour laquelle des justificatifs sont attendus afin de s'assurer de la conformité des rejets atmosphériques en sortie du conduit E présent au niveau de l'unité hydrométallurgie.

Une lettre de suite en ce sens sera adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données, notamment les sanctions administratives qui pourraient être proposées à monsieur le préfet de l'Aveyron en cas de non respect des valeurs limites de rejets atmosphériques en sortie du conduit E.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 3.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines

#### Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance se compose des 5 ouvrages suivants:

Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond) Masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ 1	002AMDU	Amont usine	Nappe alluviale de l'Enne	6,82 m
PZ 2	002AMDW	Aval	Nappe alluviale de l'Enne	7,76 m
PZ 3	002AMDT	Aval bassins	Nappe alluviale de l'Enne	8,59 m
PZ 9	002AMUB	Aval hydro (amont usine)	Nappe alluviale de l'Enne	6,84 m
PZ 6 bis	002AMTZ	Amont hydrométallurgie	Nappe alluviale de l'Enne	8,67 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 3.

La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir de 5 piézomètres selon les modalités suivantes :

Piézomètres	Coordonnées Lambert 93	
PZ 1	637908,77	6388825,49
PZ 2	637946,47	6383842,03
PZ 3	637955,73	6383969,69
PZ 9	637917	6383683,5
PZ 6 bis	637889,55	6383410,4

Paramètre	Code SANDRE	Fréquence des mesures
PH	1302	Semestrielle
Température	1301	Semestrielle
Conductivité	1303	Semestrielle
côte NGF	-	Semestrielle
cadmium	1388	Semestrielle
cuivre	1392	Semestrielle
fer	1370	Semestrielle
manganèse	1394	Semestrielle
nickel	1386	Semestrielle
plomb	1382	Semestrielle
cobalt	1379	Semestrielle
lithium	1364	Semestrielle
sodium	1375	Semestrielle
fluorures	1391	Semestrielle
hydrocarbures totaux	7154	Semestrielle
potassium	1367	Semestrielle
trichloréthylène	1286	Semestrielle
zinc	1383	Semestrielle

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été vérifié la présence des 5 piézomètres selon les emplacements figurant sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant procède à deux analyses par an sur les 5 piézomètres en vue de la recherche des polluants identifiés.

Selon le rapport du bureau d'études MINELIS en date du 5 mars 2024 relatif au contrôle de la qualité des eaux souterraines (prélèvements du 15 novembre 2023), la profondeur des piézomètres mesurée est conforme.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**


-

**Respect de la prescription :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Transmission des résultats d'analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 3.6	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Transmission des résultats d'analyses	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats des analyses prévues aux articles 3.4 et 3.5 du présent arrêté sont transmis par voie électronique via l'application GIDAF ( <a href="https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/login/login.html">https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/login/login.html</a> ).  L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.	
<b>Constats :</b> L'exploitant procède régulièrement à la saisie des résultats des analyses via l'application GIDAF.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'inspection demande à l'exploitant de joindre les rapports relatifs au contrôle de la qualité des eaux souterraines dans GIDAF.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

### N° 3 : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 1°

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Prescription contrôlée :**

Les installations présentant une pollution des eaux souterraines du fait de leur activité respectent, sans préjudice des obligations encadrant les ouvrages de surveillance au titre de la loi sur l'eau (en particulier les articles L. 241-1 à L. 244-6 du code de l'environnement) et sans préjudice des obligations de gestion de cette pollution, les dispositions suivantes :

1° La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuyant sur une étude hydrogéologique préalable, ou sur la mise à jour d'une étude antérieure, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.

**Constats :**

Initialement, la surveillance des eaux souterraines a été imposée à la société SNAM par arrêté préfectoral complémentaire du 1er août 2005 faisant suite à la réalisation d'un diagnostic initial de pollution et une évaluation simplifiée des risques pour apprécier l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines. En juillet 2017, l'exploitant a remis le rapport de base prévu par la directive IED. Ces différents documents contiennent des études hydrogéologiques, des informations sur les activités anciennes et actuelles, la liste des substances pertinentes à surveiller.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 2°

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Prescription contrôlée :**

2° L'étude hydrogéologique préalable définit les nappes d'eau souterraine à surveiller en fonction de leur vulnérabilité et en tenant compte des activités et pratiques réalisées au droit de l'installation. Chaque nappe souterraine à surveiller est dotée d'un plan de surveillance basé sur l'étude hydrogéologique préalable. Ce plan précise en particulier :

- le nombre, le lieu et les caractéristiques des ouvrages : trois ouvrages au moins sont implantés dont un en amont hydraulique, les deux autres en aval hydraulique de l'installation soumise à surveillance, de sorte que les trois ouvrages ne soient pas alignés ;
- les protocoles d'échantillonnage (prélèvements et mesures) et d'analyses, les paramètres pertinents à mesurer ainsi que les critères retenus pour l'identification d'un impact, ces critères pouvant s'appuyer sur les résultats d'un ouvrage implanté en amont hydraulique ou hors zone d'influence de l'installation ;
- la fréquence de surveillance : au moins deux fois par an, si possible dans des configurations hydrogéologiques contrastées.

**Constats :**

Selon l'étude hydrogéologique, une seule nappe d'eau est présente au droit du site, il s'agit de la nappe d'accompagnement de l'Enne. La surveillance des eaux souterraines est réalisée par l'intermédiaire de 5 piézomètres dont un en amont hydraulique (PZ6 bis situé en dehors des limites de propriété de l'établissement) et un en aval hydraulique. Ces ouvrages sont correctement localisés sur un plan. La fréquence de surveillance est réalisée deux fois par an en période de basses (automne) et de hautes (printemps) eaux.

En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les protocoles d'échantillonnage et d'analyses. Par ailleurs, l'ensemble de ces informations ne sont pas regroupées au sein d'un plan de surveillance dédié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant informera l'inspection de la constitution d'un plan de surveillance permettant de justifier, notamment :

- l'emplacement choisi pour la mise en place d'un deuxième piézomètre situé en aval hydraulique des installations ;
- les protocoles d'échantillonnage et d'analyses.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois

## N° 5 : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 3°

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Prescription contrôlée :**

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.

L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

**Constats :**

Selon les études historiques menées, les piézomètres PZ1 et PZ2 sont potentiellement positionnés au droit de zones sources anciennes (respectivement crassier et bassins de stockage de boues ferrugineuses). De ce fait, la pertinence de surveiller les eaux souterraines sur ces deux piézomètres reste à démontrer.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir des éléments justifiés sur les positions et les longueurs de crépines. Le repère du nivellement NGF n'a pas été identifié sur les têtes de chaque ouvrage.

Par ailleurs, le piézomètre PZ9 est situé à l'intérieur de la capacité de rétention de 65 m3 dédiée à l'aire de stockage sous auvent des effluents usagés, neufs et des réactifs utilisés au sein de l'atelier d'hydrométallurgie. L'étanchéité de la tête de ce piézomètre, située au niveau du sol, n'a pas été vérifiée lors de l'inspection.

Les ouvrages de surveillance sont inscrits à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant :

- vérifiera par le biais d'une nouvelle étude hydrogéologique la pertinence de surveiller les eaux souterraines au niveau des piézomètres PZ1 et PZ2 ;
- fournira les éléments d'information sur les positions et les longueurs de crépines ;
- procédera à l'identification et au marquage du repère du nivellement NGF sur les têtes de chaque ouvrage ;
- justifiera l'étanchéité de la tête du piézomètre PZ9 permettant ainsi de s'assurer qu'en cas de déversement accidentel de produits chimiques dans la capacité de rétention de 65 m3 dédiée à l'aire de stockage sous auvent, ces produits ne puissent pas s'écouler à l'intérieur du piézomètre.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 Mois

## N° 6 : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 4°

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Prescription contrôlée :**

4° Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau.

La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.

Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc.) sont, selon les contextes et possibilités techniques liés au site :

- rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau),
- rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés,
- ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).

**Constats :**

Les deux rapports (hautes et basses eaux) du bureau d'études MINELIS relatifs au contrôle de la qualité des eaux souterraines réalisés au titre de l'année 2023 détaillent l'ensemble des obligations réglementaires précédemment citées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65 bis – 5°

**Thème(s) :** Risques chroniques      Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution

**Prescription contrôlée :**

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique. L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux.

Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

**Constats :**

Les rapports du bureau d'études MINELIS relatifs au contrôle de la qualité des eaux souterraines présentent et analysent les résultats depuis 2012 pour les polluants disposant d'une valeur seuil de référence suivant les normes de qualité environnementale (NQE), à savoir : conductivité, fluorures anion, TCE, Cd, Pb, Cu, Zn, Fe, MN, Ni, Na. Ces rapports ne présentent pas formellement le bilan quadriennal exigé réglementaire car :

- les résultats collectés de 2005 à 2011 sont manquants ;
- l'étude hydrogéologique n'est pas réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux ;
- aucune analyse n'est réalisée en vue du maintien en l'état ou d'une modification du plan de surveillance.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les anciens piézomètres non utilisés n'avaient pas été comblés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant réalisera un bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines en intégrant :

- les résultats collectés de 2005 à 2023 ;
- un réexamen de l'étude hydrogéologique et, si nécessaire, une révision en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux ;
- une analyse du plan de surveillance au regard des résultats collectés et de la révision de l'étude hydrogéologique.

L'exploitant procédera au comblement des ouvrages qui ne sont plus jugés pertinents dans le cadre de la surveillance de l'installation. Il en informera au préalable l'inspection.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b>	6	Mois

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 21/11/2023, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques      Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

La société SNAM, dont le siège social est situé avenue Jean Jaurès à Viviez (12110), est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 3.2.4.5 (conduit E : Hydrométallurgie) de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2015, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2020.

**Constats :**

La société SNAM a procédé à des modifications sur le laveur de gaz équipant le conduit E en disposant un nouveau dévésiculeur à filtres matelassés les 5 et 6 février 2024. Une campagne de mesure a été réalisée le 27 février 2024. Celle-ci a révélé une concentration et un flux pour la somme des métaux supérieurs aux valeurs limites de rejet, à savoir :

- une concentration de 0,627 mg/Nm<sup>3</sup> pour un seuil à 0,5 mg/Nm<sup>3</sup>
- un flux de 33,6 g/j pour un seuil à 10 g/j.

L'exploitant s'est alors aperçu que les filtres matelassés du dévésiculeur s'étaient affaissés laissant ainsi passer le flux d'air sans filtration. Par conséquent, un cadre métallique permettant de maintenir les filtres matelassés a été posé le 19 avril 2024 et une nouvelle campagne de mesure a été réalisée le 23 avril 2024. Les résultats devraient être disponibles d'ici le 15 juin 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra sans délai à l'inspection les résultats des analyses pratiquées sur le prélèvement du 23 avril 2024. Il a été rappelé à l'exploitant qu'en cas de non-respect des valeurs limites d'émissions prévues par l'arrêté de mise en demeure du 21 novembre 2023, l'inspection proposera des sanctions administratives à monsieur le préfet de l'Aveyron conformément aux dispositions réglementaires prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 9 : Etat des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels      Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

La société SNAM dispose de plusieurs outils informatiques permettant de disposer d'un état des matières stockées, notamment un logiciel de type ERP (système de gestion des ressources) pour les activités de l'unité hydrométallurgie et 4 logiciels GPAO (outil de gestion de la production assistée par ordinateur) respectivement pour les activités "Tri" (piles alcalines/salines), "Pyro" (batteries Li-ion, NiMH et piles NiCd), "Agripin" (produits finis : alliages NiFe, Lirec, distillation cadmium et masse active) et "NiCd" (Batteries industrielles NiCd).

La concaténation de ses données permet d'établir un recensement précis de l'état des matières stockées.

L'exploitant a précisé qu'il envisageait de mettre en place un nouveau et unique logiciel GPAO afin de tenir à jour l'état des matières stockées sur son site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 10 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.1

**Thème(s) :** Risques accidentels      Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

**Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Constats :**

A partir du recensement de l'état des matières stockées, l'exploitant tient à jour plusieurs plans permettant d'identifier la nature et les quantités des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ces plans ne font pas apparaître :

- les différentes familles de mention de dangers pour les matières dangereuses relevant d'une des rubriques 4XXX ;
- les principaux risques présentés en cas d'incendie pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses.

Par ailleurs, les plans utilisés ne permettent de situer aisément les zones de stockage concernées.

Aussi, l'état des matières stockées actuellement disponible auprès de la société SNAM ne permet pas de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un état des matières stockées (sous la forme d'un document informatique) conforme aux dispositions de l'article 50.1 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié permettant de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois



## N° 11 : Etat des matières stockées-dispositions spécifique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50.2

**Thème(s) :** Risques accidentels      Etat des matières stockées-dispositions spécifique

**Prescription contrôlée :**

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose d'aucun état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas 1 mois, l'exploitant établira et transmettra à l'inspection un état des matières stockées (sous la forme d'un document informatique) conforme aux dispositions de l'article 50.2 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 12 : Organisation des stockages

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2023, article 5.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels      Organisation des stockages

**Prescription contrôlée :**

Les produits, déchets et matières premières liés aux activités énumérées à l'article 1.2 du présent arrêté sont stockés dans les conditions définies ci-après :

Stockage	Nature des produits stockés	Quantité maximale
Zone référencée 10a	Piles en mélanges (plomb, Li primaire, mercure, etc.)	150 tonnes
Zone référencée 10b	Batteries, piles et accumulateurs Li-ion et NiMH	3200 tonnes
Zone référencée 10b	Batteries piles et accumulateurs NiCd	1700 tonnes (1)
Zone référencée 10c	Batteries NiCd	600 tonnes (1)
Zone référencée 30	Masse active	300 tonnes
Zone référencée 70a	Masse active	100 tonnes
Zone référencée 70a	Acide nitrique	40 tonnes
Zone référencée 70a	Nitrate de nickel en solution	20 tonnes
Zone référencée 70a	Acide sulfurique	20 tonnes
Zone référencée 70a	Nitrate de potassium en solution	20 tonnes
Zone référencée 70a	Hydroxyde de nickel	20 tonnes
Zone référencée 70b	Bains usés de fluxage : 3 cuves de 25 m <sup>3</sup> , 2 cuves de 50 m <sup>3</sup> et 100 m <sup>3</sup> en GRV	415 tonnes
Zone référencée 70b	Stockage de réactifs usagés (déchets d'acides, de bases, d'oxydes) en GRV	50 tonnes
Zone référencée 70b	Effluents usagés non conformes	100 tonnes
Unité de traitement de l'air Zone référencée C	Matière contenant du cadmium (oxyde de cadmium ou cadmium sous forme pulvérulente)	25 tonnes

(1) La quantité maximale de batteries, piles et accumulateurs Ni-Cd stockée en zones 10b et 10c ne dépasse pas 1700 tonnes, conformément aux engagements mentionnés dans le courrier de la société SNAM en date du 17 février 2023.

**Constats :**

En raison des travaux actuellement en cours en vue de la construction des cellules de stockages des batteries et de l'aménagement du bâtiment destiné à recevoir les futures installations liées à l'unité de thermolyse, la zone 30 n'est pas disponible pour le stockage de masse active. Aussi, lors de l'inspection, il a été constaté la présence de plusieurs stockages de masse active en zones 40 et 10a.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai n'excédant pas un mois et compte tenu des travaux en cours sur la zone 30, les stockages de masse active seront déplacés vers la zone 70a (unité hydrométallurgie) dûment autorisée à cet effet.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois